

RCS : NIMES
Code greffe : 3003

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NIMES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00977
Numéro SIREN : 403 267 628
Nom ou dénomination : BAID

Ce dépôt a été enregistré le 15/05/2020 sous le numéro de dépôt A2020/004487

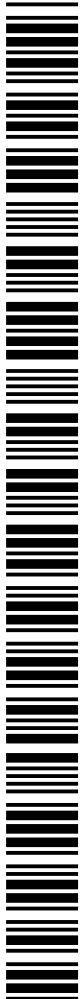
GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE NÎMES**

A2020/004487

Dénomination : BAID
Adresse : Chemin de Malaric Pont des Charrettes 30700 UZES
N° de gestion : 2018B00977
N° d'identification : 403267628
N° de dépôt : A2020/004487
Date du dépôt : 15/05/2020
Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale du 27/03/2020 AG



1186711



1186711

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 27 MARS 2020**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE VINGT-SEPT MARS à 12H

Les associés de la Société BAID se sont réunis, par conférence téléphonique, en assemblée générale mixte, sur convocation faite par le Gérant.

Compte tenu de la situation sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19 et en application de la loi d'habilitation de la loi d'urgence sanitaire n° 2020-290 du 23 mars 2020 et l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020, les associés ont décidé de maintenir l'assemblée générale prévue ce jour et de délibérer par conférence téléphonique.

Le recours à la conférence téléphonique a permis d'identifier les associés. Une feuille de présence sera signée ultérieurement afin de confirmer leur participation à la conférence téléphonique.

Madame François THOMANN, Gérant, préside la séance en qualité d'associé.

L'identification des participants à la conférence téléphonique permet de constater que tous les associés sont présents.

Le Président constate que l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président a, préalablement à ce jour, mis à la disposition des associés :

- Les comptes annuels ;
- Le texte des projets de résolutions.

Le Président déclare que tous les documents prescrits aux articles R 223-18 et R 223-19 du Code de commerce ont été adressés aux associés en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social et par voie électronique pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Puis le Président rappelle que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour ordinaire :

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et quitus à la gérance ;
- Affectation du résultat ;
- Rapport spécial du Gérant sur les conventions visées à l'article L 223-19 du Code de commerce et approbation de ces conventions ;
- Pouvoirs en vue d'accomplir les formalités.

Ordre du jour extraordinaire :

- Modification de l'article 17 des statuts afin de bénéficier de la dispense de l'obligation d'établir un rapport de gestion ;
- Pouvoirs en vue d'accomplir les formalités.

Puis le Président expose la situation de l'exercice écoulé, les motifs des projets de résolutions présentés et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

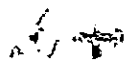
PREMIERE RESOLUTION - Approbation des comptes

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2019 approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2019 lesquels font apparaître un bénéfice de 27 044 euros.

L'assemblée générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39, 4 du Code général des impôts.

En conséquence, l'assemblée générale donne quitus entier et sans réserve à la gérance de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité



DEUXIEME RESOLUTION - Affectation du résultat - Distribution de dividendes

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 27 044 euros de la manière suivante :

1. Origine

- Résultat bénéficiaire de l'exercice : 27 044 euros

2. Affectation

- A titre de dividende pour la totalité, soit la somme de 27 044 euros.

L'assemblée reconnaît avoir été informée que ce dividende est soumis, pour les personnes physiques, à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8% auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2%, soit une taxation globale de 30%.

Le PFU s'applique de plein droit à défaut d'option pour le barème progressif de l'IR.

3. Rappel des dividendes distribués

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes au titre des trois exercices précédents, ont été les suivantes :

| Exercice concerné | Montant |
|----------------------|--|
| Au 30 septembre 2018 | 0 euro |
| Au 30 septembre 2017 | 40 000 euros <i>Prélèvement sur le poste « Autres réserves » à hauteur de 17 940 euros et affectation de la totalité du bénéfice, soit 22 060 euros</i> |
| Au 30 septembre 2016 | 0 euros |

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION - Absence de convention réglementée

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial mentionnant l'absence de conventions de la nature de celles visées à l'article L 223-19 du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION - MODIFICATION DE L'ARTICLE 17 DES STATUTS AFIN DE BENEFICIER DE LA DISPENSE DE L'OBLIGATION D'ETABLIR UN RAPPORT DE GESTION

En application des articles L.232-1 et D. 123-200 du Code de commerce, sont dispensées de l'obligation d'établir un rapport de gestion les sociétés commerciales qui sont des petites entreprises et ne dépassent donc pas, à la clôture du dernier exercice, deux des trois seuils suivants :

- Total du bilan : 6 millions d'euros ;
- Montant net du chiffre d'affaires : 12 millions d'euros ;
- Nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 50.

L'assemblée générale prend acte que les seuils précités ne sont pas dépassés par la société et qu'elle n'entre pas dans les catégories des sociétés exclues de la dispense.

En conséquence, afin de bénéficier de la dispense d'établir le rapport de gestion, l'assemblée générale décide de modifier l'article 17 des statuts de la société afin d'ajouter la référence à l'article L 232-1 du Code de commerce.

L'article 17 des statuts sera rédigé de la manière suivante :

ARTICLE 17 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

« Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

En application des dispositions de l'article L.232-1 du Code de commerce, elle établit, le cas échéant, un rapport de gestion contenant les indications fixées par loi. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION - DELEGATION DE POUVOIR EN VUE D'ACCOMPLIR LES FORMALITES

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12h30.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de Séance.

Monsieur François THOMANN
Président de la séance et gérant



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... **DE NÎMES**

A2020/004487

Dénomination : BAID
Adresse : Chemin de Malaric Pont des Charrettes 30700 UZES
N° de gestion : 2018B00977
N° d'identification : 403267628
N° de dépôt : A2020/004487
Date du dépôt : 15/05/2020
Pièce : Statuts mis à jour du 27/03/2020 STMJ



1186710



1186710

BAID

Société à Responsabilité Limitée

Au capital de 8 800 euros

Siège social : Chemin de Malaric, Pont des Charrettes – 30700 Uzès

RCS de NIMES n° 403 267 628

STATUTS

Mis à jour par l'assemblée générale du 27/03/2020

Copie certifiée conforme par le Gérant



ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières, de tous immeubles, la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés, entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières,
- Le dépôt et l'acquisition de tous brevets, procédés techniques ou autres, de toutes marques, leur exploitation en direct ou par voie de concession de licence d'exploitation,
- Et d'une manière générale, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La Société existera sous la dénomination sociale :

BAID

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du capital social et d'indication du lieu et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Par décisions de l'assemblée générale mixte en date du 30 mars 2018, il a été décidé de transférer le siège social de la société. Fixé au 23 Boulevard Murat à Paris (75016), Il est transféré à compter du 01 avril 2018 à l'adresse suivante :

Chemin de Malaric, Pont des Charrettes à Uzès (30700)

Le siège social pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire de l'associé unique ou des associés réunis en assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à 50 années à compter de sa création, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été apporté à la Société :

- Lors de sa constitution, le 29 septembre 1995
La somme en numéraire de
CINQUANTE CINQ MILLE Francs, ci 55.000,00 Frs
 - Aux termes des Décisions Extraordinaires de l'Associée Unique
du 28 juin 2001
la somme en numéraire de QUATRE CENT QUINZE EUROS TRENTE
(415,30 euros), soit DEUX MILLE SEPT CENT VINGT QUATRE FRANCS
ET VINGT DEUX CENTIMES, ci 2.724,22 Frs
- Soit au total : CINQUANTE SEPT MILLE SEPT CENT VINGT
QUATRE FRANCS VINGT DEUX CENTIMES, ci 57.724,22 Frs
- Soit HUIT MILLE HUIT CENTS EUROS, ci 8.800 EUROS

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de HUIT MILLE HUIT CENTS (8.800) EUROS.

Il est divisé en CINQ CENT CINQUANTE (550) parts sociales de SEIZE (16) euros chacune, entièrement libérées.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

En vertu des actes de cessions de parts sociales intervenus en date à Paris du 3 janvier 2011, par lesquels Madame Bernadette THOMANN a cédé l'intégralité de ses parts sociales, les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- **A Monsieur François THOMANN,**
Deux cent vingt parts sociales, ci 220 parts sociales
 - **A Monsieur Hervé THOMANN,**
Deux cent vingt parts sociales, ci 220 parts sociales
 - **A la Société SAS GROUPE THOMANN-HANRY,**
Cent dix parts sociales, ci 110 parts sociales
-
- Total égal au nombre de parts composant le capital social : 550 parts sociales

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont entièrement libérées.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé aura la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte-courant, les sommes qui seraient utiles pour les besoins de la Société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision de l'associée unique ou par décision collective ordinaire des associés, soit par convention intervenue directement entre la gérance et le déposant et soumise ultérieurement à l'approbation de l'associée unique ou de l'assemblée générale des associés.

Les intérêts des comptes courants seront portés dans les frais généraux de la Société.

Ces comptes courants libres ne pourront jamais être débiteurs.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

2. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3. Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 – PARTS SOCIALES

I – Les parts sociales doivent être intégralement libérées.

Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les droits de propriété résultent des statuts, des actes modificatifs ainsi que des actes portant cession ou mutation de parts sociales.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les co-propriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Sauf convention contraire dument signifiée à la Société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de cette dernière.

II – Chaque part sociale donne droit à la même somme nette dans la répartition des bénéfices et produits au cours de la Société et dans la répartition de l'actif social en cas de liquidation.

Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sauf exceptions légales, l'associée unique ou les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelques mains qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises.

Les représentants, ayants cause et héritiers ou créanciers de l'associée unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE 12 – CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I – Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la Société qu'après qu'elle lui a été signifiée ou qu'elle l'a acceptée dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après dépôt, en annexe au registre du commerce, de deux expéditions ou de deux originaux dudit acte de cession.

II – L'associée unique est libre de céder entre vifs tout ou partie de ses parts sociales, la signature de l'acte de cession par l'associée unique emportera de plein droit, agrément du cessionnaire.

En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre les associés et au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe du titulaire, mais elles ne peuvent être cédées à des personnes étrangères autres que celles indiquées, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

A l'effet d'obtenir ce consentement, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière notification, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843, alinéa 4 du Code Civil. A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la Société par décision de justice. Les sommes dues portent intérêts au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparté, aucune des solutions prévues aux deux alinéas qui précèdent, n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, à la condition, toutefois, qu'il possède les parts qui en font l'objet depuis au moins deux ans, à moins qu'il ne les ait recueillies à la suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint ou par son ascendant ou descendant.

Si cette condition n'est pas remplie, l'associé cédant ne pourra se prévaloir des dispositions prévues ci-dessus, concernant le rachat de ses parts et, en cas de refus d'agrément, il restera propriétaire des parts, objet de la cession projetée.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession, même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts sociales entre vifs à titre gratuit.

III – Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

En cas de décès de l'associée unique, la Société continue entre ses héritiers ayants droits et le conjoint survivant.

Dans ce cas, les nouveaux propriétaires devront, dans les plus courts délais, justifier à la Société de leur état civil, de leur qualité et de la propriété des parts sociales à eux transmises, par la production d'un certificat de propriété ou de tous autres actes probants. Jusqu'alors, les parts ne pourront pas être représentées aux décisions collectives.

Quant aux transmissions de parts sociales par voie de legs, elles pourront s'effectuer librement si le ou les légataires ont, en outre, la qualité d'héritiers du défunt.

A défaut, elles seront soumises à agrément et, éventuellement au droit de rachat des associés ou de la Société, le tout dans les conditions et selon les modalités prévues ci-dessus, sous le paragraphe II. Et si, à défaut d'agrément, aucune solution de rachat n'est intervenue dans les délais impartis, la mutation des parts pourra s'effectuer librement au profit du ou des légataires.

IV – La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite personnelle, le redressement ou la liquidation judiciaire de l'associée unique ou de l'un des associés.

ARTICLE 13 - GERANCE

I - La Société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associés ou non.

Le ou les gérants sont désignés par l'associée unique ou en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

La durée de leurs fonctions est fixée par la décision qui les nomme.

Aux termes de l'assemblée générale du 29 mars 2019, les associés ont décidé de supprimer des statuts le nom des gérants.

II - Conformément à la loi, le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, aura vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associée unique ou aux associés.

III - Le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires à la bonne marche des affaires sociales.

IV - Le gérant ou, s'ils sont plusieurs, les gérants agissant conjointement, peuvent sous leur responsabilité personnelle conférer toute délégation de pouvoirs, spéciale et temporaire.

V - Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement, selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales, soit des violations des présents statuts, soit des fautes dans leur gestion.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de la Société, les gérants de droit ou de fait, apparents ou occultes, rémunérés ou non, peuvent être déclarés responsables du passif social et soumis aux interdictions et déchéances dans les conditions prévues par la loi du 25 janvier 1985.

VI - La démission ou le décès d'un gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Dans ce cas, par une décision prise conformément aux dispositions légales, l'associée unique ou les associés nomment s'il y a lieu un nouveau gérant.

VII – Chacun des gérants peut recevoir un traitement annuel, fixe ou proportionnel, dont la quotité et le mode de paiement seront déterminés, selon le cas, par décision de l'associée unique ou par décision ordinaire des associés.

Les frais de représentation, de voyage, de déplacement lui seront remboursés sur présentation de pièces justificatives.

ARTICLE 14 – DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

I – L'associée unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la loi et par les statuts.

L'associée unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Les décisions prises au lieu et place de l'assemblée par l'associée unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé, soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune ou un adjoint du maire.

La volonté du ou des associés s'exprime par des décisions unilatérales ou collectives selon le cas. Lorsqu'elles sont collectives, elles obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions sont prises en assemblée générale ou par voie de consultation écrite au choix de la gérance.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels, et lorsque la Société comprend plusieurs associés pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

II – En cas de réunion d'une assemblée générale, le ou les associés y sont convoqués par la gérance quinze jours d'avance par lettre recommandée indiquant son ordre du jour.

En cas de convocation d'une assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, les documents sociaux sont adressés aux associés quinze jours avant la date de l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée.

Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée avec avis de réception, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé sur le texte des résolutions proposées et, pour chaque résolution, par les mots « oui » ou « non ». La réponse est adressée à la Société, également par lettre recommandée avec avis de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

III – Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé ou par son conjoint justifiant d'un pouvoir spécial.

IV – Les décisions collectives sont prises aux conditions de majorité fixées par la loi, savoir :

- a) Les dispositions qualifiées d'ordinaires, c'est-à-dire celles appelées à statuer sur les comptes d'un exercice, à nommer ou révoquer le ou les gérants même statutaires, à nommer le ou les Commissaires aux Comptes, et à délibérer sur toutes questions n'emportant pas directement ou indirectement modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales lorsque la Société comprend plusieurs associés ; si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.
- b) Toutes autres décisions, qualifiées d'extraordinaires, c'est à dire celles comportant ou entraînant modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales lorsque la Société comprend plusieurs associés.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société ou la transformer en Société en Nom Collectif, en commandite simple ou en commandite par actions et, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

En outre, la transformation en Société Anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts si la Société n'a établi et fait approuver par le ou les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

Par ailleurs, un ou plusieurs commissaires, chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, sont désignés par décision de justice à la demande des dirigeants sociaux ou de l'un d'eux. Ils sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article 220. Le rapport est tenu à la disposition des associés.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers. Ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse, des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

- c) Les décisions extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales à des tiers étrangers à la Société ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales lorsque la Société comprend plusieurs associés.

V – Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès-verbaux établis par la gérance sur un registre spécial, conformément à la réglementation en vigueur, et signés par le ou les gérants.

En cas de consultation écrite, la réponse de chaque associé et annexée au procès-verbal.

Lorsqu'une décision est constatée dans un acte ou procès-verbal notarié celui-ci doit être transcrit ou mentionné sur le registre spécial et sous la forme d'un procès-verbal dressé et signé par la gérance.

Les copies ou extraits des procès-verbaux constatant des décisions collectives à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

ARTICLE 15 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire ou d'un Commissaire aux Comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements ; elle est facultative dans les autres cas mais elle peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés possédant la quotité requise du capital.

Les pouvoirs, les fonctions, les obligations, la responsabilité, la révocation et la rémunération des Commissaires aux Comptes sont définis par la loi.

ARTICLE 16 -- EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

ARTICLE 17 -- INVENTAIRE -- COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

En application des dispositions de l'article L.232-1 du Code de commerce, elle établit, le cas échéant, un rapport de gestion contenant les indications fixées par loi.

ARTICLE 18 -- DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 19 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET UN GÉRANT OU UN ASSOCIÉ – INTERDICTION D'EMPRUNT

I – Le gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés. L'assemblée ou l'associée unique statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé unique intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non-associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée ou de l'associée unique.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Les dispositions ci-dessus s'étendent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la Société à Responsabilité Limitée.

II – Les dispositions du paragraphe I ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales et aux conventions dans lesquelles est intéressée l'associée unique, même gérant, sous réserve de l'établissement d'un rapport par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

III – A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes visées ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 20 – APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DES RÉSULTATS

L'associée unique ou l'assemblée ordinaire des associés en cas de pluralité d'associés, qui est obligatoirement appelée à statuer sur l'approbation des comptes d'un exercice social dans les six mois suivant la clôture dudit exercice, se prononce également sur l'affectation à donner aux résultats de cet exercice.

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint le dixième du capital social mais doit recommencer en cas d'augmentation de capital jusqu'à ce que la nouvelle limite soit atteinte.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Toutefois, avant de décider la distribution de ce bénéfice sous forme de dividende, en cas de pluralité d'associées, l'assemblée pourra prélever toutes sommes qu'elle jugera convenables pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserves ou de prévoyance ou encore pour les reporter à nouveau.

Aucune distribution ne peut intervenir lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

En ce qui concerne les pertes éventuellement constatées lors de la clôture d'un exercice social, l'assemblée ordinaire peut soit les reporter à nouveau, soit les imputer sur des bénéfices reportés ou des réserves de toute nature. Cependant, une imputation sur le capital ne peut valablement être effectuée que par une décision extraordinaire.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé, l'associée unique disposera des mêmes pouvoirs que l'assemblée des associés pour l'affectation des résultats.

Toutefois, il est précisé que si l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée demeure placée sous le régime fiscal de droit commun (sociétés de personnes), c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu d'option pour un autre régime.

L'associée unique sera réputée avoir la disposition des bénéfices sociaux dès la clôture d'un exercice même si ceux-ci sont mis en réserve.

Ces bénéfices seront assujettis entre ses mains à l'impôt sur le revenu auquel elle est personnellement soumise.

Quant aux pertes éventuelles, elles seront appréhendées par l'associée unique.

ARTICLE 21 -- CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance et, à son défaut, le commissaire aux comptes, s'il en existe un, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter l'associé unique ou les associés à l'effet de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés à la majorité requise pour la modification des statuts, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article 9-II, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par le ou les associés est publiée conformément à la loi.

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si le ou les associés n'ont pu délibérer valablement tout intéressé peut introduire devant le tribunal de commerce une action en dissolution de la Société.

Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées.

Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder à la Société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

ARTICLE 22 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par décision collective extraordinaire des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 23 – CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient surgir, concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts relativement aux affaires sociales, entre les associés ou entre le ou les associés et la Société, ou/et le gérant pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.